

L'ECONOMIE LIBANAISE FACE A LA GUERRE DU 5 JUIN

Par Boutros LABAKI

Les effets d'une guerre sur une économie dépendent de beaucoup de facteurs extrêmement divers, certains endogènes, d'autres exogènes.

Le plus important des facteurs endogènes est la structure de l'économie nationale. Nous analyserons ce facteur au Liban mettant l'accent sur les récents événements.

A — LES GUERRES ET L'ECONOMIE DU LIBAN (1914 - 1974)

A la veille de la Première Guerre mondiale (1914-1918), l'économie du Liban reposait sur trois types de revenus : la monoproduction de soie exportée en France, les remises des émigrés libanais principalement ceux d'Egypte et d'Amérique et les revenus tirés de l'activité du relais tertiaire que constituait Beyrouth à l'échelle du Levant (port, maisons d'import-export, nœud routier et ferroviaire, banques, etc.). L'ensemble de ces trois types de revenus a été pratiquement réduit par la rupture des relations économiques avec l'outre-mer, qui a suivi le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Seules les régions rurales du Liban-Sud, de la Békaa et l'extrême Nord, qui avaient conservé une économie plus autarcique que le Liban central, ont survécu sans trop de difficultés.

La période du mandat français (1920-1939) qui a suivi correspondait en grande partie à la crise économique mondiale.

Cette période s'est caractérisée par le maintien et le développement du rôle de Beyrouth comme relais tertiaire entre «les pays du Levant sous mandat français» et le reste du monde. D'un autre côté, le déclin de la sériculture et des remises des émigrés, lié à la crise économique mondiale, a amené un certain développement d'activités tournées vers le marché intérieur : agriculture minière et industrie de substitution des importations.

L'économie du Liban aborde la Seconde Guerre mondiale beaucoup mieux armée que la Première. Son introversion relative permet une forte croissance de l'industrie, des services et même de l'agriculture. La Seconde Guerre mondiale se traduit par un boom économique au Liban, caractérisé par l'accélération de la substitution des importations par des productions locales.

La fin de la guerre se traduit par des crises et un marasme jusqu'à vers 1949.

A partir de 1950, la croissance de l'économie relais vient compresser le déclin de l'économie tournée vers le marché interne, de nouveau envahi par les importations. Les exportations de services puis de biens agricoles et industriels se développent, principalement stimulées par la demande des pays arabes exportateurs de pétrole. Cette croissance reçoit un coup de fouet à partir du début des années 70 et en particulier après 73, du fait du premier «boom pétrolier». L'exportation de biens et services est doublée par l'accélération de «l'exportation» de main-d'œuvre qualifiée dont les remises commencent à jouer un rôle important dans l'économie libanaise.

Au cours de la période 1945-1975, les différentes guerres israélo-arabes ont eu les effets suivants sur l'économie libanaise :

— La guerre de 1948 a eu des effets réduits (afflux de réfugiés)

— La guerre de 1956-57 et les événements de 1958 limitent le niveau de certaines activités tertiaires (port, transport maritime, transit, tourisme...).

— La guerre de 1967 freine certaines activités tertiaires (tourisme, banques...) puis relance, du fait de la fermeture du canal de Suez, l'activité du port de Beyrouth et ses dérivés (transport terrestre extérieur, transit) et les exportations industrielles libanaises vers les pays arabes situés à l'est de Suez.

— La guerre de 1973 a pour conséquence (hausse des prix du pétrole) des effets importants et positifs sur l'économie libanaise (que nous avons soulignés plus haut).

B — LA GUERRE AU LIBAN DE 1975 A JUIN 1982

Elle a, sur l'économie et la population libanaises, des effets que nous pouvons résumer comme suit :

1 — Destruction et arrêt de production dans le secteur industriel : plus de 300 entreprises ont été directement atteintes et plus du quart du capital fixe détruit, le nombre de travailleurs dans le secteur a été amputé de plus de 50% et le niveau de la production en valeur constante a été ramené à moins du tiers de celui d'avant 75. Le niveau de l'investissement a été drastiquement réduit, de même que celui de l'utilisation des capacités de production existantes. Une partie de la main-d'œuvre qualifiée et spécialisée et des industriels a émigré. Le niveau technologique a baissé. Le marché local s'est rétréci et cela est dû, entre autres, à la contrebande. C'est ainsi qu'une partie des marchés extérieurs a été perdue et que les coûts de production ont augmenté.

2 — Plusieurs zones agricoles ont été dévastées et/ou dépeuplées. Certaines cultures ont décliné rapidement (tabac, soie, betterave...), certaines, par contre, se sont développées (hachich, agrumes, légumes sous verre...), et une agriculture familiale de subsistance a pris son essor un peu partout.

3 — Le centre commercial de Beyrouth a été détruit et rendu inaccessible. Il comptait en soixante-quatre 7.092 magasins, 5.597 bureaux et 702 entrepôts. Les dégâts occasionnés par les combats de 1975/76 ont été évalués à 3 milliards de L.L. de 1977. Le commerce extérieur a été décentralisé vers les quartiers résidentiels, les banlieues et les autres agglomérations libanaises.

4 — Le tourisme extérieur a pratiquement disparu, laissant la place à un maigre tourisme d'affaires.

5 — Le transit a fortement décliné.

6 — La fonction de la place de Beyrouth comme relais régional s'est profondément transformée. Le réseau bancaire libanais s'est redéployé d'abord sur la partie non beyrouthine du territoire libanais, puis en Europe occidentale et dans le monde arabe.

7 — Le transport maritime s'est fortement décentralisé par rapport à Beyrouth, vers les ports parallèles de la carte. La flotte marchande libanaise s'est développée par l'adjonction de petites unités adaptées par leurs dimensions et leur vétusté aux «ports parallèles».

8 — Les réseaux électriques, téléphoniques et d'adduction d'eau potable ont été partiellement détruits et ont dû être réparés plusieurs fois. Les programmes d'extension ont été gravement compromis.

9 — Le réseau routier a subi de graves dommages et sa tenue a été compromise du fait de l'entretien déficient et de l'extension du parc automobile.

10 — La capacité de logement a été fortement atteinte. En 1975/76, les bombardements ont endommagé 45.300 unités, dont 17.340 complètement détruites, 16.266 partiellement détruites mais non habitables et 11.694 partiellement détruites mais encore habitables. De même, les agressions israéliennes dans le Sud ont endommagé 8.000 logements en 1978. Puis les bombardements syriens sur Beyrouth-Est et sa banlieue, l'été 1978, ont endommagé plus de 48.000 logements. Sur 37.981 qui ont été expertisés sur place, 1.268 avaient été entièrement détruits, 5.517 partiellement détruits, 16.026 avaient subi des dégâts importants et 15.144 des dégâts mineurs. Dans cet ensemble de bâtiments détruits, on comptait des établissements scolaires, hospitaliers, industriels, hôteliers, lieux de culte, couvents, bâtiments publics... Les bombardements syriens du printemps 81 sur Beyrouth-Est, sa banlieue et Zahlé ont provoqué d'importants dégâts, de même que les combats à Tripoli, la région de Batroun, Saïda et la banlieue sud de Beyrouth de 1978 à 1982.

11 — Les déplacements de population à l'intérieur du Liban ont fortement marqué la démographie libanaise depuis 1975 :

— En 1975-76, environ 83 000 familles ont été déplacées, soit 415.000 personnes.

— Mars 1978, 35 000 familles ont été déplacées qui groupaient près de 250.000 personnes.

— En juillet - octobre 1978, 60.000 familles ont été déplacées, soit près de 350.000 personnes à Beyrouth-Est, sa banlieue et dans le Liban-Nord.

— En avril octobre 81, un grand nombre de familles ont été déplacées à Beyrouth-Est et sa banlieue et à Zahlé. Au total, le nombre de personnes déplacées dépasse le million, soit plus du tiers de la population libanaise. Ces dépla-

cements, en dehors du gaspillage de ressources qui les accompagne (logement, terre, etc.), compliquent les problèmes d'emploi, de main-d'œuvre, de logement, d'instruction, de soins médicaux, etc.

Un autre aspect socio-démographique de la guerre a été l'expansion des catégories sociales marginales (orphelins, handicapés physiques.)

12 — L'émigration de près de 250.000 travailleurs qualifiés a eu des conséquences encore plus importantes sur l'économie du pays. Elle a augmenté les pénuries, paralysé certains secteurs et régions, transformé en semi-rentiers les parents qui reçoivent les remises et alimenté la consommation et la spéculation. Cette émigration cependant fournit, par ses remises, près du tiers du revenu national libanais actuel et permet à l'économie libanaise de ne pas s'effondrer et à la population résidente de survivre. Cependant, le mode de dépense des remises, dans une économie peu ou pas du tout productive, alimente l'inflation et le déficit de la balance commerciale.

13 — Les finances publiques ont connu un déficit croissant du fait de la chute des recettes (due à l'incapacité de l'Etat de prélever certaines taxes, et à la chute du niveau de l'activité économique) et de l'augmentation des dépenses dues à l'inflation et aux différentes dépenses d'aide et de reconstruction.

Ce déficit est financé par des emprunts intérieurs et extérieurs et par une aide financière arabe et internationale.

14 — Une inflation à deux chiffres s'est instaurée au Liban, son taux annuel varie depuis 1975 de 17% à 29%. Elle est due à l'extraversion de l'économie accentuée par la guerre, à la transmission de l'inflation mondiale par les importations, à la faiblesse et aux hauts coûts de la production locale, et enfin à la demande soutenue, financée par le déficit budgétaire, les remises des émigrés et «l'argent de guerre».

15 — Sur le plan des relations avec l'extérieur, le déficit de la balance commerciale s'est accentuée en raison de l'affaiblissement de l'appareil productif interne, l'absence de barrières douanières à l'importation, le dumping pratiqué par les pays exportateurs assoiffés de débouchés, et la demande interne financée par les rentrées de fonds de l'extérieur. Par contre, la balance des paiements a constamment enregistré des excédents malgré l'affaiblissement des exportations de services, du fait des remises des émigrés et des divers transferts de capitaux publics officiels et officiels vers le Liban.

16 — Sur le plan du produit national, celui-ci, en termes réels, est à 40% de son niveau de 1974 et montre clairement les conséquences de la guerre sur l'activité économique interne.

C — LA CINQUIEME GUERRE ISRAELO-ARABE DE JUIN 1982

Elle a déjà eu des effets importants sur l'activité économique.

Nous décrivons les effets par secteur d'activités. Nous consacrerons ensuite certains développements à la situation au Liban-Sud.

A — LA SITUATION DES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITE

1 — La situation du secteur industriel est caractérisée par les faits suivants :

— L'arrêt des activités des usines dans le Sud, dès le début des opérations militaires.

— Le ralentissement de la production dans les usines des autres régions du fait des coupures de courant, des difficultés d'importation de matières premières, d'accès de la main-d'œuvre et d'exportation en raison de la fermeture des ports et des difficultés de transport terrestre (dangers au Liban, sur la route Irak-Koweït, longs contrôles en Arabie Saoudite).

— Difficultés de trésorerie avec réduction ou suppression de salaires, congés annuels forcés et risques de conflits sociaux (cas de l'usine de textiles Assaily à Bauchrieh).

— Destruction de 25 grandes unités industrielles, entre Saïda, Nahmé, Choueïfate et la banlieue sud de Beyrouth et destruction partielle d'unités plus petites.

— L'industrie libanaise ne travaille plus qu'à 25% de sa capacité théorique globale.

— Le manque à gagner pour les 4 premières semaines de guerre est estimé à 150 millions de dollars. En effet, près de 80% du chiffre d'affaires de l'industrie libanaise se réalise à l'extérieur et l'arrêt des exportations pénalise fortement ce secteur.

— Depuis la mi-juillet, une reprise partielle des exportations se manifeste soit à partir de la route Tripoli-Abboudieh vers et à travers la Syrie, soit par voie maritime. Ces envois (25 à 30 par jour) concernent surtout les produits pharmaceutiques, les habits, les sacs de cuir, les plaques d'aluminium et le ciment. Ils sont destinés principalement à l'Irak, la Jordanie et l'Arabie Saoudite.

2 — L'agriculture a évolué comme suit :

— Au début des hostilités, l'activité agricole a été complètement arrêtée au Liban-Sud. Dans plusieurs de ses régions les récoltes et des équipements agricoles ont été détruits.

— Dans plus d'une région, les récoltes ont pourri sur place, vu les difficultés d'écoulement dues à la guerre.

— Par contre, des fruits et des légumes israéliens ont été introduits dans plus d'une région libanaise.

3 — Le secteur du bâtiment et des travaux publics a été atteint par les destructions de logements dans le Sud, la côte sud du Mont-Liban, la banlieue sud de Beyrouth et les quartiers ouest de la capitale, de même que dans certaines localités de la montagne (Bhamdoun en particulier). D'autre part, le réseau routier a subi des dégâts dans toutes les zones de combats.

4 — Le secteur de l'énergie et de l'eau a subi de nombreuses pertes :

— Arrêt de la raffinerie de Zahrani et destruction des installations de stockage, de pompage et de transport.

— Rupture des câbles de haute tension desservant la centrale électrique de Jiyeh qui assure 55 à 60% de la consommation d'électricité en cette saison. De même, les réseaux de distribution d'électricité au Liban-Sud et aux environs de Beyrouth ont été sérieusement endommagés. Toutefois, les réparations vont bon train.

— Dégâts dans les réseaux d'adduction et de distribution d'eau dans plusieurs régions du Liban-Sud et de la capitale.

— Ces faits ont provoqué des coupures d'électricité dans plusieurs régions et un rationnement sur tout le réseau de l'OEL, d'autant plus que les centrales du Litani ont été arrêtées au cours des combats pour des raisons de sécurité ce qui a réduit la production d'électricité à 25% de sa capacité. Ces coupures sont en voie de réduction.

— Des coupures et un rationnement de l'eau ont eu lieu dans plusieurs régions du fait des atteintes au réseau, aux réservoirs et stations de pompage, et des coupures d'électricité.

— Une pénurie d'essence a sévi dans plusieurs régions du fait de la situation du complexe de Zahrani, et des difficultés d'importation et de stockage de l'essence dues à la situation de guerre (crainte des armateurs, des propriétaires des citernes et des stations-service). La crise a été aiguë surtout au Liban-Sud et à Beyrouth-Ouest. Des commerçants israéliens ont vendu de l'essence en provenance de Haïfa dans plusieurs régions du Sud et de la Békaa-Ouest. L'ensemble de ces phénomènes a pro-

voqué une hausse des prix de l'essence dans les trois régions précitées.

5 — Le secteur du transport et des communications a connu les changements suivants :

— Le transport aérien s'est arrêté du fait de la fermeture de l'aéroport de Beyrouth, qui a subi des dégâts minimes jusqu'à présent à la suite des combats. La M.E.A. a perdu trois de ses avions au sol, le reste de la flotte n'est plus couvert par les polices d'assurances et les pertes d'exploitation s'accumulent amenant des réductions de salaires. Les Israéliens ont asphalté les pistes de l'aérodrome d'Ansar, dans le Sud, et l'utilisent pour les transports des troupes. De même, la compagnie israélienne de transport aérien EL-AAL transporte des voyageurs libanais à partir de l'aéroport Ben Gourion à Lodd. En outre, elle vient d'ouvrir un bureau à Saïda.

— Le transport routier est affaibli vu la fermeture de certains axes (Beyrouth-Damas), les contrôles sur les autres, la pénurie d'essence et l'état de la sécurité. La société israélienne EGED a établi plusieurs lignes d'autobus reliant des localités libanaises à Israël.

— Le transport maritime a été affaibli d'abord par les combats et le blocus israélien, puis par la baisse des importations due à la crainte des commerçants devant la situation. Beaucoup de chargements ont été déviés vers les ports chypriotes. Une certaine reprise du trafic se manifeste depuis quelques jours. On signalera l'intensification du trafic passagers à partir de Jounieh.

— Quant aux communications, le trafic postal est interrompu depuis le début des hostilités. Mais la poste israélienne a ouvert un bureau à Saïda. Le télex suit les caprices des pannes et des coupures de courant. Le téléphone international a été rétabli. Le réseau téléphonique interne connaît de graves déficiences dues aux coupures de courant, aux destructions de lignes (Beyrouth, Saïda, Jezzine, Machgara) et au sabotage du central de la rue Béchara El-Khoury à Beyrouth.

6 — Les banques et la monnaie ont connu les modifications suivantes :

— Retraits modérés des banques, accentués progressivement à Beyrouth-Ouest du fait du blocus et de la paralysie de l'activité économique.

— Paralysie de la Banque du Liban à Hamra qui a entraîné l'ouverture d'une chambre de compensation à Jounieh, dont l'activité, limitée tout d'abord à la zone de la branche de la BDL de Jounieh, assure actuellement 50% de ses opérations en dehors de cette zone.

— L'activité bancaire réduite à

l'Ouest, normale à l'Est et reprenant au Sud, n'a pas révélé de crise de liquidités.

— La livre libanaise, qui avait accusé une baisse par rapport au dollar au début des hostilités, a connu depuis une appréciation due au manque de demande sur les devises, vu la baisse des importations et la saturation des demandes pour épargne en devises. La non-intervention de la Banque du Liban n'a pas permis de réduire ses fluctuations.

— Les banques ont souscrit aux émissions de bons du Trésor, montrant ainsi une disponibilité relative en livres libanaises, malgré la raréfaction relative de la devise nationale sur le marché.

— Les Israéliens ont introduit leur monnaie (le shekel) par les transactions qu'ils font au Liban. Cette devise, plus ou moins acceptée par les commerçants, a connu une importante décote. De 25 P.L. au début des combats, le shekel s'échange actuellement à 19 piastres.

— Trois banques israéliennes ont ouvert des guichets volants au Liban dont la banque «Léoumi». Ces banques changent les shekels en monnaie libanaise ou autre.

— Certains échanges au Liban-Sud qui se font avec des Israéliens s'effectuent en dollars.

— Les autorités militaires israéliennes ont tenté à Saïda de lever le secret bancaire pour déterminer les montants payés par les organisations palestiniennes et leurs destinataires. Se conformant à la loi, les banques de la ville, appuyées par la Banque du Liban, se sont refusées à dévoiler les renseignements demandés.

7 — Le secteur foncier connaît une stagnation depuis le début des combats.

8 — L'estivage s'est développé d'une manière exceptionnelle en raison de l'exode des Beyrouthins de l'Ouest vers les régions montagneuses et le littoral.

9 — Le commerce intérieur a connu de nombreuses perturbations dues aux difficultés de transport, aux blocus divers (en particulier celui de Beyrouth-Ouest), aux destructions et aux ruptures de stocks, ainsi qu'aux difficultés de stockage. Ces perturbations ont entraîné des hausses de prix pour certaines denrées (fruits, légumes, cigarettes, essence) et des difficultés d'approvisionnement en farine. Cette dernière denrée a été fournie au Sud par les Israéliens.

10 — La balance commerciale ne semble pas être très affectée par les combats, vu la réduction simultanée des importations et des exportations. Aux transactions habituelles s'ajoutent celles opérées par des Israéliens (vente

de fruits, légumes, farine, carburants, achat de produits audio-visuels, téléviseurs, magnétophones, transistors, dépenses d'alimentation).

11 — Les finances publiques ont vu leur déficit augmenter du double fait de la hausse des recettes (taxes douanières, foncières, sur les carburants, etc.) et de la hausse des dépenses (dépenses militaires et de sécurité, dépenses d'assistance aux réfugiés et personnes déplacées, indemnités aux sinistrés, réparations d'équipements publics endommagés).

12 — L'aide extérieure d'urgence commence à se manifester, en particulier celle de la CEE (50 millions de dollars), des USA (50 millions de dollars), celle de l'UNRWA, du CICR (98,5 millions de francs suisses), de l'UNICEF, de l'OCI, puis celles des gouvernements français, tunisien, marocain, autrichien, allemand, danois, canadien, indien, britannique, finlandais et enfin celle des émigrés libanais.

13 — La population déplacée a atteint près de 600.000 personnes, repliées du Sud vers Beyrouth et la Békaa, puis de Beyrouth-Ouest et de sa banlieue sud vers Beyrouth-Est, le Mont-Liban, puis de nouveau en direction du Liban-Sud. Le retour vers le Sud constitue un phénomène de masse qui peut avoir d'importantes conséquences socio-économiques sur cette région, s'il se stabilise. Ces mouvements de population ont des conséquences économiques sérieuses car ils entraînent des déplacements de marchés de consommation et de la force de travail, modifiant la géographie économique du pays.

B — LA SITUATION ECONOMIQUE AU LIBAN-SUD

1 — La ville de Saïda a subi des destructions qui ont atteint environ 60% des bâtiments de cette agglomération. Cependant, une fois les combats terminés, des mesures rapides ont été prises pour assurer la normalisation de l'activité. Le déblayage des décombres a commencé immédiatement. Les banques ont été aussitôt assaillies par une population surprise par les combats sans réserves de liquidités. Cet afflux a causé une crise de liquidités, vite surmontée. De manière générale, le réseau des banques de Saïda fonctionne en maintenant le secret bancaire. Parallèlement, le repeuplement du Sud a provoqué une expansion du marché qui se traduit par une augmentation de l'activité bancaire.

L'activité commerciale de la ville a repris. Les services publics fonctionnent partiellement et progressivement (électricité, téléphone, eau, voirie). L'approvi-

sionnement en denrées de première nécessité est rétabli. L'aide extérieure commence à affluer, en particulier celle du riche émigré Rafic Hariri qui alimente la cité en produits et services.

Saïda est fréquemment visitée par des responsables économiques israéliens.

2 — La ville de Tyr a connu aussi des destructions importantes. Une commission technique, chargée d'évaluer les dégâts subis, a établi un premier relevé des pertes de cette ville et présenté un rapport au président du CDR et au directeur de l'USAID. Ces dégâts ont été évalués comme suit :

Ce montant ne comprend pas les équipements publics (signalés dans le tableau V) ni les pharmacies.

Les administrations publiques locales ont repris leurs activités. Le Haut Comité de secours procède à la distribution de farine. De même, le Conseil du Sud commence à assurer une aide financière aux personnes et familles ayant eu des victimes ou subi des dégâts et blessures. Ce Conseil accorde son assistance à l'hôpital gouvernemental de la ville, à la municipalité, aux ministères des Ressources hydrauliques et électriques et à celui de la Santé publique pour des pro-



I — DOMMAGES CAUSES AUX ECOLES DE LA VILLE DE TYR	
Nom de l'école	Montant des dommages
Ecole complémentaire officielle	500.000 L.L.
Seconde école complémentaire	75.000
Ecole secondaire Jaafarih	700.000
Ecole Normale	75.000
Ecole des sœurs de St. Joseph	600.000
Ecole technique Jabal Amel	1.500.000
Ecole St. Thomas	700.000
Al-Najah (Al-Ramali)	2.000.000 (destruction complète)
Al-Najah (Sour)	200.000
Ecole évangélique	600.000
Ecole Jannet al-Talaba	30.000
Première école secondaire officielle	300.000
Seconde école secondaire officielle	2.000.000
TOTAL	9.625.000 L.L.

II — DOMMAGES CAUSES AUX HOPITAUX DE LA VILLE DE TYR	
Nom de l'hôpital	Montant des dommages
Hôpital du Dr Ismaïl Bahr (complètement détruit)	1.500.000 L.L.
Hôpital gouvernemental (complètement détruit)	1.500.000
Hôpital Jabal Amel	250.000
Hôpital du Croissant-Rouge palestinien	non visité.
TOTAL	3.250.000 L.L.

III — DOMMAGES SUBIS PAR LES SECTEURS COMMERCIAL ET INDUSTRIEL DE TYR	
Nom de l'activité	Montant des dommages
Commerce des tissus et des chaussures	150.000.000 L.L.
Commerce des produits alimentaires	75.000.000
Petites activités commerciales et industrielles	25.000.000
TOTAL	250.000.000 L.L.

jets vitaux concernant Tyr. Les pêcheurs ont reçu 200.000 L.L. des Eglises de Pennsylvanie pour réparer leurs embarcations et les équipements.

3 — La ville de Nabatieh, peu touchée par les combats récents, a vu sa population passer de 7.000 à 35.000 habitants après l'exode des Sudistes de Beyrouth.

4 — La ville de Hasbaya a subi peu de dégâts. Elle a repris son activité commerciale traditionnelle grâce au retour du courant électrique, la distribution d'essence et de produits alimentaires. Le marché régional voisin de Souk El-Khan a repris son activité hebdomadaire arrêtée depuis 1975.

CONCLUSION

Nous avons décrit la situation de l'économie libanaise, telle que nous pouvons la percevoir à l'heure actuelle dans les limites des données disponibles.

Après un mois et demi de guerre et de dégâts sans précédent, un bilan est impossible à établir, d'autant plus que les changements économiques qu'entraînent les événements militaires et politiques se suivent à un rythme rapide modifiant sans cesse la physionomie physique, démographique et économique des régions. Les différents secteurs de l'activité économique ont vu leur situation changer rapidement plus d'une fois.

Quel sera l'avenir de l'économie libanaise? Celui-ci sera largement conditionné par les événements politiques et les restructurations à l'échelle régionale. Mais les efforts et la rationalité des Libanais et l'aide extérieure joueront aussi un rôle déterminant dans la reconstruction du pays et de son économie et dans son développement. L'avenir à court terme risque, si la crise se prolonge, d'être encore plus dramatique dans certaines régions, pour certains secteurs économiques et catégories sociales ■

Boutros LABAKI

SOURCES :

— Boutros Labaki : «Evolution du rôle de l'agglomération beyrouthine. 1960 — 1980» in *l'Economie libanaise et arabe*, Beyrouth. Mars 1981.

— Jean Mourad : «Les problèmes sociaux et les effets sociaux de la guerre au Liban» — doc. dactylographié — Beyrouth. 1979.

— République libanaise — Direction générale de l'Urbanisme : «Le centre

«Le Commerce» — 26 juillet 1982

IV — DOMMAGES SUBIS PAR LES LOGEMENTS A TYR

Catégorie de logements	Nombre de logements de la catégorie	Coût du dommage par logement	Coût total des dommages de la catégorie
Complètement détruits	310	100.000 L.L.	31.000.000 L.L.
A moitié détruits	250	50.000	12.500.000
Au quart détruits	300	25.000	7.500.000
Légerement atteints	1.000	6.000	6.000.000
TOTAL	1.860	—	57.000.000 L.L.

V — DOMMAGES SUBIS PAR LE SECTEUR AGRICOLE A TYR

Types de dommages	Montant
— Destruction des récoltes de légumes	—
— Destructions des serres	—
— Mise hors d'usage du canal nord d'irrigation	—
TOTAL	15.000.000 L.L.

VI — EQUIPEMENTS ET BATIMENTS PUBLICS ENDOMMAGES A TYR

Routes intérieures et internationales
Réseau électrique intérieur
Réseau électrique régional
Station électrique principale à Maachouk
Réseau d'égouts intérieur
Sérail (bâtiment)
Bureaux de l'OEL
Municipalité (bâtiment et équipement)

VII — DOMMAGES RECENSES A TYR

Secteur	Montant
Ecoles	9.625.000 L.L.
Hôpitaux	3.250.000
Commerce et industrie	250.000.000
Logements	57.000.000
Agriculture	15.000.000
TOTAL	334.875.000 L.L.

ville de Beyrouth en 1974», Beyrouth. Mai 1980.

— C.E.R.M.O.C : «Etat et perspectives de l'industrie au Liban», Beyrouth. 1978.

— Hyam Keyrouz : «Evolution de l'économie libanaise de 1975 à 1982». Mémoire de maîtrise de sociologie économique. Institut des Sciences sociales. Université libanaise. Novembre 1981.

— Banque du Liban : Rapport sur les

années 1975-1978.

Rapport sur les années 1979-1980.

— CCIB : Rapports annuels sur l'économie libanaise (1973-1978-1977-1979).

— M.E.E.C : «The Lebanese Economy in 1980», Beyrouth. 1981.

— «Le Commerce du Levant» : Nos 4859 à 4863 Juin — Juillet 1982.

— «Al-Nahar» et «L'Orient-Le Jour» — Juin et Juillet 1982.